'Oui mais...' : l'image de l'Europe selon l'administration Bush. De l'ambivalence à la rigidité

Frédéric Ramel, Charles-Philippe David

▶ **To cite this version:**

Frédéric Ramel, Charles-Philippe David. 'Oui mais...' : l'image de l'Europe selon l'administration Bush. De l'ambivalence à la rigidité : l'image de l'Europe selon l'administration Bush. De l'ambivalence à la rigidité. Études internationales, 2002, 33 (1), pp.31-55. 10.7202/704381ar . hal-01030822

HAL Id: hal-01030822

https://sciencespo.hal.science/hal-01030822

Submitted on 22 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

érudit
www.erudit.org

Article

« "Oui mais..." L'image de l'Europe selon l'administration Bush : de l'ambivalence à la rigidité »

Frédéric Ramel et Charles-Philippe David

Études internationales, vol. 33, n° 1, 2002, p. 31-55.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: http://id.erudit.org/iderudit/704381ar

DOI: 10.7202/704381ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. *Érudit* offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Document téléchargé le 14 décembre 2012 09:58

« Oui mais... » L'image de l'Europe selon l'administration Bush : de l'ambivalence à la rigidité

Frédéric RAMEL et Charles-Philippe DAVID*

RÉSUMÉ : Depuis la politique du Secrétaire d'État Dulles, les différentes administrations américaines ont développé dans la guerre froide une certaine image de l'Europe fondée sur la peur de l'expansion communiste. Il s'agissait alors d'aider et de promouvoir une Europe telle que les États-Unis la concevaient, c'est-à-dire un rempart face à l'ennemi soviétique. Or, avec la disparition de celui-ci, n'assisterait-on pas à la construction d'une nouvelle image de l'Europe par les dirigeants de l'exécutif américain ? Reposant sur cette interrogation première, cette étude porte sur les composantes de l'image diffusée par l'administration Bush depuis l'automne 2000. Elle souligne les principaux enjeux sécuritaires autour desquels se sédimente cette image (défense antimissile, capacités européennes de défense et PECSD, élargissement de l'OTAN) et permet de mettre en relief une Europe molle, large et subordonnée aux intérêts américains dans l'après-guerre froide. La seconde partie de l'article tente de dégager les facteurs structurels expliquant la nature de cette image comme la représentation de soi en tant que superpuissance (et la structure de rôle international), la perception du temps politique ainsi que la mise sur agenda et la persistance d'une polarité entre les deux continents.

ABSTRACT : Since Dulles'policy, American administrations developed an image of Europe based on fear and communist expansion. They intended to help and promote a Europe defined by themselves, that is to say a rampart against Soviet enemy. But with the end of the Soviet Union, is a new construction of european image by the American executive power expressed ? This paper gives answers and deals with the elements of european image diffused by the administration Bush since autumn 2000. It underlines the security stakes that contribute to define this image (antimissile defense, european capacities in defense, PECSD, enlargement of NATO) and reveals in post-cold War a soft and large Europe dependent on American interests. The second part of this article explains the structural factors as for the nature of this image like self-representation (a superpower and the structure of international role in the global system), politics' time perceptions and agenda's definition, the persistence of polarity between the two continents.

* *Charles-Philippe David est titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal. Frédéric Ramel est chercheur post-doctoral au sein de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques durant l'année universitaire 2000-2001. Il est maître de conférences en science politique à l'Université Jean Moulin Lyon 3.*

Dans un article publié par *National Interest* et repris par *Commentaire* en 2001[1], Zbigniew Brzezinski expose sa propre conception de l'Europe. Selon lui, la construction d'une Union intégrée ne parviendra jamais à réaliser son dessein sur le plan militaire. Ainsi, l'OTAN demeure la seule organisation régionale susceptible de répondre aux enjeux sécuritaires de l'après-guerre froide. Les relations transatlantiques gardent, dans cette perspective, un caractère asymétrique au profit des États-Unis. Une telle représentation alimente critiques et ressentiments européens. Sur le plan doctrinal, Christoph Bertram et Timothy Garton Ash[2] répondent sévèrement à l'argumentation de Brzezinski. Les deux commentateurs soulignent à quel point la construction d'une Europe de la défense est inéluctable. Elle constitue un objectif qui, selon l'avis de Garton Ash, aurait dû supplanter la monnaie unique sur l'agenda politique. Ainsi, une Union européenne dotée de capacités opérationnelles réelles deviendra à court ou moyen terme, un partenaire égal pour les États-Unis. Ces derniers ne pourraient imaginer mieux. Cette Europe incarnerait un véritable partenaire dans le *leadership* ayant comme finalité la stabilité globale du système international[3].

Un tel débat illustre bien les crispations plus ou moins ouvertes et saillantes qui émaillent les relations entre les États-Unis et les principaux États européens. Cependant, des questions apparaissent depuis l'automne 2000 : l'administration Bush Jr. adopte-t-elle une ligne politique similaire à celle des précédentes en ce qui concerne les relations avec les alliés européens ? Diffuse-t-elle une représentation de l'Europe identique à celle formulée par Brzezinski ? Les attentats du 11 septembre peuvent-ils être considérés comme un événement de rupture qui incite l'administration actuelle à façonner une nouvelle image de l'Europe (l'Union européenne notamment serait-elle considérée comme un acteur moins subalterne) ? Plus généralement, l'ensemble de ces interrogations incite à mesurer l'impact réciproque des modifications structurelles du système international et des pratiques stratégiques des États entre les deux rives de l'Atlantique depuis la fin de la guerre froide et ce, d'autant plus que les attentats du 11 septembre 2001 rendent plus lourde et incertaine l'atmosphère post-bipolaire qui caractérise les dix dernières années. En effet, l'image américaine de l'Europe n'est pas autonome par rapport au système plus large que constituent les représentations stratégiques globales. En ce qui concerne la guerre froide, l'image de l'Union soviétique comme ennemi offre un cadre d'analyse qui enchâsse l'action en politique étrangère dans certaines limites. Issue de la bipolarité et de la volonté américaine de conforter les positions du monde libre sur le vieux continent, l'image américaine de l'Europe résulte des

1. Zbigniew BRZEZINSKI, « Living with a New Europe », *The National Interest*, 60, Summer 2000, pp. 17-32 ; « Comment l'Amérique doit vivre avec la nouvelle Europe ? », *Commentaire*, vol. XXIII, n° 91, 2000, pp. 485-496.
2. L'un est directeur de la Fondation pour la Science et Politique, un centre de recherche qui conseille le gouvernement et le parlement allemand. Le second est un spécialiste britannique reconnu des relations internationales.
3. Sur les commentaires de Garton Ash et Bertram, voir *The National Interest*, Summer 2000, pp. 30-31.

impératifs sécuritaires faisant certes de l'Europe occidentale une alliée mais aussi et surtout une série d'États secondaires soumis aux contraintes américaines[4]. Or, les soubresauts causés par la disparition du bloc communiste changent profondément la donne sécuritaire en Europe. On peut légitimement émettre l'hypothèse que la représentation des problèmes stratégiques européens à Washington devrait en être affectée. L'Europe deviendrait-elle, dès lors, un partenaire égal ou bien un rival sur le plan de la défense ? Depuis la fin de la guerre froide, aucun président américain n'a échappé à la formulation d'une phrase clef censée résumer sa conception de l'Europe. Pour le président Bush, l'Europe doit être « entière et libre ». Bill Clinton insiste sur la nécessité de construire une « Europe pacifique, non divisée et démocratique ». George Bush Jr. livre sa propre représentation lors d'une conférence de presse commune avec le Président polonais le 15 juin 2001 à Varsovie : il s'agit d'édifier une « Europe entière, libre et en paix ». Mais que se cache-t-il vraiment derrière ces assertions généralisantes ? Quelle structure institutionnelle est considérée comme pertinente face au nouvel environnement de sécurité : l'OTAN ou l'Union européenne ?

On le voit, la nature de ces différents questionnements renvoie à toute une tradition de recherches dans la discipline qui, ces dernières années, s'est enrichie par de nouvelles approches théoriques. Il s'agit des analyses focalisées sur les images en relations internationales. Dans l'appréciation du processus décisionnel en matière de politique étrangère, le recours à ce type d'études a été très prolifique depuis les investigations novatrices de Kenneth Boulding, Uri Brofenbrenner et Robert Jervis[5]. Initialement, le but premier de la recherche consiste à mettre en relief les valeurs – des croyances durables en un mode de conduite ou en une finalité de l'existence – car elles sont les composantes majeures de l'image[6]. Pour Boulding, « on agit en fonction de la manière par laquelle nous voyons le monde, non pas en fonction de ce qu'il est véritablement[7] ». De nombreuses études se sont alors orientées vers l'explication des conflits sur la base d'un tel outil ; ce qui a favorisé l'essor du champ relevant

4. La littérature historique et politologique est extrêmement abondante en la matière. Voir à titre d'illustration, Éric HOBSBAWM, *The Age of Extremes. A History of the World, 1914-1991*, London, Michael Joseph and Pelham Books, 1994, pp. 239-252 ; Robert BIDELEUX, Richard TAYLOR (dir.), *European Integration and Desintegration*, London, Routledge, 1996, pp. 2-3 ; et Perry ANDERSON, « Sous le signe du provisoire », *Le Débat*, n° 91, septembre-octobre 1996, pp. 126-127.
5. Kenneth E. BOULDING, *The Image*, Michigan, The University of Michigan Press, 1956 ; Uri BROFENBRENNER, « The Mirror-Image in Soviet-American Relations : A Psychological Report », *Journal of Social Issues*, vol. 17, n° 1, 1961, pp. 46-56 ; Robert JERVIS, *The Logic of Images*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
6. Toute image se compose de faits (éléments cognitifs perçus) et de valeurs (ensemble de jugements concernant le bien et le mal, l'aimé et le haï. Les valeurs exercent un impact direct sur la décision politique. Voir Albert F. ELDRIDGE, *Images of Conflict*, New York, St Martin's Press, 1979, p. 158 et ss.
7. Kenneth E. BOULDING, « National Images and International Systems », *in* James ROSENAU, *International Politics and Foreign Policy*, New York, the Free Press, 1959, p. 423.

des « images de l'ennemi[8] ». Plus récemment, les auteurs appliquent l'approche en termes d'images à des situations ne relevant pas forcément d'une dynamique conflictuelle. Élargissant les cas d'études, ils soulignent que la façon dont les dirigeants se représentent un problème exerce une influence assez décisive sur la définition des orientations stratégiques[9]. En effet, la définition d'une situation ainsi que la mise en place d'actions par rapport à cette dernière constituent les ressorts de toute décision, laquelle consiste à mettre en adéquation des moyens avec les buts formulés en vue de répondre au problème donné. Cette représentation des problèmes est largement conditionnée par une variable majeure : l'image définie comme l'ensemble des évaluations plus ou moins négatives d'un État ou bien d'un autre collectif comparable en capacité et en culture[10].

Au cours de la guerre froide, de nombreuses études centrées sur l'image américaine de l'Union soviétique furent publiées[11]. Elles se sont affinées et ont abouti à une plus grande intelligibilité des conditions d'émergence des images ainsi qu'à l'élaboration de typologies. En tant que variables dépendantes, les images correspondent à un objet fort complexe qui renvoie à plusieurs champs disciplinaires. Les spécialistes des images ne parviennent pas à un accord quant à l'origine même de leur apparition. S'opposent essentiellement

8. Parmi un grand nombre de références, on mentionnera Jerome D. FRANK, *Sanity and Survival : Psychological Aspects of War and Peace*, New York, Vintage, 1965 ; William ECKHARDT, « Making and Breaking Enemy Images », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 22, n° 1, 1991, pp. 87-95 ; Robert W. RIEBER, *The Psychology of War and Peace. The Image of the Enemy*, New York, Plenum Press, 1991.
9. Sur la représentation des problèmes en politique étrangère, voir Charles-Philippe DAVID, *Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994, et Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 521 p. ; ainsi que Donald A SYLVAN, James VOSS (dir.), *Problem Representation in Foreign Policy Decision Making*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 13 et ss.
10. Sur l'impact décisif des images sur la représentation des problèmes, voir Donald A. SYLVAN, James VOSS (dir.), *op. cit.*, p. 19 et le chapitre de Martha COTTAM et de Dorcas E. MCCOY dans le même ouvrage : « Image Change and Problem Representation after the Cold War », pp. 116-124.
11. Pour une recension, voir Frédéric RAMEL, « Représentations, images et politique étrangère : anciens débats, nouveaux outils », *Revue Française de Science politique*, vol. 50, n° 3, juin 2000, pp. 532-533. Voir également William ECKHARDT, Ralph K. WHITE, « A Test of the Mirror-Image Hypothesis : Kennedy and Krushchev », *Journal of Conflict Resolution*, vol. XI, n° 3, 1967, pp. 324-332 ; Randolph M. SIVERSON, « The Evaluation of Self, Allies, and Enemies in the 1956 Suez Crisis », *Journal of Conflict Resolution*, vol. XVI, n° 2, 1972, pp. 203-210 ; Harvey STARR, *Henry Kissinger : Perceptions of International Politics*, Kentucky, the University Press of Kentucky, 1984 (notamment le chapitre 6 intitulé « Perceptions of the Soviet Union : Kissinger and Dulles ») ; Cheryl KOOPMAN, Jack SNYDER, Robert JERVIS, « American Elite Views of Relations with the Soviet Union », *Journal of Social Issues*, vol. 45, n° 2, 1989, pp. 119-138. Les historiens ne sont pas en reste car ils prennent également en considération cette variable « image » dans l'appréhension de la construction européenne et des relations transatlantiques. À titre d'exemple, voir Gérard BOSSUAT, « Les représentations de l'unité européenne chez Jean Monnet et ses interlocuteurs américains de 1948 à 1959 », *Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps présent*, 28, juin 1994, p. 118 et ss.

les tenants de la psychologie voire de la psychanalyse[12] et les théoriciens cognitivistes[13]. Deux séries de facteurs peuvent être finalement distinguées : les *soft facts* qui correspondent à l'ensemble des biais commis par les gouvernants face à un événement (aspect idiosyncrasique) et les *hard facts* d'ordre structurel comme le changement social, la dépression économique, l'identité culturelle remise en cause, le contact avec les autres dirigeants, la mémoire collective et personnelle[14]. Conscient de cette disparité analytique, l'analyste doit aujourd'hui être transparent et envisager la recherche de facteurs déterminants expliquant la formulation des images dans un esprit qui délaisse la démarche mono-causale. Quant au second terrain d'apports, il s'agit de la construction de typologies afin de caractériser les différentes tendances au sein de l'élite dirigeante. C'est le cas de la fameuse étude de Ole R. Holsti et James Rosenau distinguant l'internationalisme de la guerre froide, l'internationalisme post-guerre froide et enfin le semi-isolationnisme[15].

Si l'approche en termes d'images semble de mieux en mieux maîtrisée sur le plan méthodologique[16], elle tend aujourd'hui à bénéficier des apports du constructivisme en relations internationales. Tout l'intérêt de cette influence réside dans la façon d'envisager la construction des images c'est-à-dire « sortir » de la politique étrangère afin de saisir l'importance des images dans la structure même du système international. Sous l'impulsion d'un transfert de référents

12. Pamela JOHNSTON CONOVER, Karen A. MINGST, Lee SIGELMAN, « Mirror-Images in Americans' Perceptions of Nations and Leaders during the Iranian Hostage Crisis », *Journal of Peace Research*, vol. XVII, n° 4, 1980, pp. 325-337. La configuration psychologique plus ou moins pathologique d'un dirigeant peut apparaître comme un facteur prépondérant, cf. Sigmund FREUD, William C. BULLIT, *Le Président Thomas Woodrow Wilson. Portrait psychologique*, Paris, Albin Michel, 1967.
13. Richard K. Herrmann est le principal artisan de cette application théorique du cognitivisme au champ des images. Voir à titre d'illustration, Richard K. HERRMANN, « The Power of Perceptions in Foreign-Policy Decision Making : Do Views of the Soviet Union Determine the Policy Choices of American Leaders ? », *American Journal of Political Science*, vol. 30, n° 4, november 1986, pp. 841-874 et pour une généalogie de l'approche Richard K. HERRMANN, Michael P. FISCHERKELLER, « Beyond the Enemy Image and Spiral Model : Cognitive-Strategic Research after the Cold War », *International Organization*, vol. 49, n° 3, Summer 1995, pp. 415-422.
14. Il s'agit de la distinction présentée dans Ragnhild FIEBIG von HASE, « Introduction » *in* Ragnhild FIEBIG von HASE, Ursula LEHMKUHL (dir.), *Enemy Images in American History*, Providence and Oxford, Berghahn Books, 1997, p. 24 et ss.
15. Ole R. HOLSTI, James ROSENAU, « Consensus Lost. Consensus Regained ? : Foreign Policy Beliefs of American Leaders 1976-1980 », *International Studies Quarterly*, 30, 1986, pp. 375-409.
16. Quand bien même des disparités surgissent entre les analyses qui relèvent parfois de champs fort différents (notamment l'essor de la psychologie politique). Pour un exemple d'approche psychologique, voir Noel KAPLOWITZ, « National Self-Images, Perceptions of Enemies, and Conflict Strategies : a Psychopolitical Dimensions of International Relations », *Political Psychology*, vol. 11, n° 1, 1990, pp. 39-82. Quant à l'enrichissement méthodologique, voir Richard K. HERRMANN, James F. VOSS, Tonya Y. E. SCHOOLER, Joseph CIARROCHI, « Images in International Relations : An Experimental Test of Cognitive Schemata », *International Studies Quarterly*, vol. 41, 1997, pp. 403-433.

sociologiques dont ceux déterminants d'Anthony Giddens[17], le constructivisme propose une lecture des phénomènes internationaux sur la base d'éléments inter-subjectifs entre les acteurs étatiques au sein desquels les images peuvent être classées. Pour Alexander Wendt, la structure du système s'apparente à des règles, des connaissances ou des attentes partagées (*shared ideas*)[18]. Dans le présent article, nous ne prétendons pas adopter une approche strictement constructiviste sur le plan méthodologique. Par contre, nous nous proposons d'envisager les propositions élaborées par Wendt comme un regard « d'entémologiste » qui permet de voir sous un nouveau jour l'image de l'Europe véhiculée par l'administration Bush. Il s'agit, en d'autres termes, d'évaluer la transformation des relations transatlantiques sur la base de la pratique stratégique américaine guidée par une image saillante de l'altérité européenne (une altérité qui se décline de façon plurielle selon les États perçus et les institutions considérées : l'OTAN et l'UE au premier chef). Cette étude aboutira finalement à un changement plus que partiel en ce qui concerne l'image américaine. Bien que la fin de la guerre froide puisse sonner le glas de l'image américaine de l'ennemi soviétique, elle ne rime pas avec transformation de l'image de l'Europe. Celle-ci possède un caractère plutôt rigide et se compose des mêmes éléments majeurs.

Dans une première partie, nous décrirons les composantes majeures de l'image de l'Europe formulée par l'administration Bush et surtout les valeurs qui animent l'action américaine sur le vieux continent. Fondée sur une certaine ambivalence originelle, cette image présente une profonde réticence quant à l'apparition d'une Europe consolidée sur le plan de la défense que les attentats du 11 septembre ne viennent pas modifier de façon sensible. L'administration Bush conçoit l'Europe dans une perspective large, molle et la plupart du temps comme subordonnée aux intérêts américains. Dans une seconde partie, nous considérerons cette image comme variable dépendante. Nous essayerons de mettre en relief une série d'hypothèses explicatives afin de saisir les raisons qui alimentent la persistance d'une certaine image de l'Europe diffusée par les responsables gouvernementaux à Washington depuis quelques décennies. Loin de s'appuyer sur des référents psychologiques ou même juridiques[19], cette seconde partie mettra en relief des mécanismes comme la

17. Audie KLOTZ, Cécilia LYNCH, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », *Critique internationale*, n° 2, 1999, pp. 51-63 ; Emmanuel ADLER, « Seizing the Middle Ground : Constructivism in World Politics », *European Journal of European Relations*, vol. 3, n° 3, 1997, pp. 319-363 ; Jeffrey CHECKEL, « The Constructivist Turn in International Relations Theory », *World Politics*, vol. 50, January 1998, pp. 324-348.
18. « Anarchy is What States Make of It : The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, n° 2, 1992b, pp. 391-425 ; « Collective Identity Formation and the International State », *American Political Science Review*, vol. 88, n° 2, 1994, pp. 384-396 ; « Constructing International Politics », *International Security*, vol. 20, n° 1, 1995, pp. 71-81.
19. Pour une bonne analyse des effets qu'entraînent les transformations institutionnelles sur la formulation de la politique étrangère américaine, Daniel SABBAG, « Les déterminants internes de la politique étrangère des États-Unis : une perspective diachronique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 1, printemps 2001, pp. 135-162.

structure du rôle et la définition de soi comme superpuissance. Il ne s'agira pas d'épuiser les facteurs à l'œuvre mais de souligner les éléments structurels saillants qui favorisent pérennité et rigidité de cette image. Enfin, la conclusion visera à confronter les résultats obtenus avec l'analyse présentée par John Duffield dans un numéro récent de *International Studies Quarterly*[20], ce qui permettra de contribuer au débat théorique relatif aux relations transatlantiques dans l'après-guerre froide.

I – L'image actuelle de l'administration Bush

Dans l'histoire des relations internationales depuis 1945, l'image de l'Europe diffusée par les différentes administrations qui se succèdent à la Maison-Blanche se compose d'une ambivalence constante entre la reconnaissance d'un partenaire égal d'une part, et le cantonnement dans le rôle d'une puissance secondaire d'autre part. Celle formulée par l'administration Bush Jr. présente les mêmes particularités initiales tout en se déclinant autour de trois éléments principaux : une Europe large, secondaire et dont les préoccupations sécuritaires se révèlent irréalistes.

A – Une ambivalence comme structure originelle

En 1973, Henry Kissinger croyait fermement à la réalisation des idées de Jean Monnet. Selon lui, l'administration américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale se devait de soutenir une unité politique européenne basée sur des institutions supranationales fédérales, lesquelles incarneraient un partenaire égal avec les États-Unis[21]. Toutefois, il préférait de loin la diplomatie bilatérale avec les gouvernements européens aux négociations avec les organisations de la Communauté dans le sens où elle évite de « marcher sur des œufs[22] ». Cette conception reflète parfaitement l'esprit dans lequel les dirigeants qui se succèdent à la Maison-Blanche envisagent l'Europe. Celle-ci se voit reconnaître un certain statut politique, notamment en tant qu'institution d'intégration, mais uniquement sur le plan discursif. En matière de pratique stratégique et de relations étrangères, elle demeure dans l'ombre. Dans cette perspective, l'Europe en tant que construction institutionnelle n'est pas vraiment considérée comme une alliée potentiellement égale en capacité et en culture. Elle s'apparente plutôt à un acteur subordonné aux intérêts géostratégiques américains. Ainsi, les différentes administrations oscillent de façon assez permanente entre le soutien à une plus grande autonomie européenne fondée

20. John S. DUFFIELD, « Transatlantic Relations after the Cold War », *International Studies Quarterly*, vol. 2, 2001, pp. 93-115.
21. Cette Europe politique partagerait avec les États-Unis les obligations d'un véritable *leadership* mondial. Henry KISSINGER, *White House Years*, Little, Brown, 1979, p. 81 cité dans Henry BRANDON, « The United States and the New Europe », *in* Henry BRANDON (dir.), *In Search of a New World Order. The Future of the US-European Relations*, Washington D.C., the Brookings Institution, 1992, p. 6.
22. *Ibid.*

sur une intégration politique croissante (ce qui rime avec un certain désinvestissement américain du continent) et la permanence du *statu quo* laissant une immense marge de manœuvre aux États-Unis.

La politique étrangère de l'administration Bush n'échappe pas à cette ambivalence. Dès les premiers mois, elle désira établir une nouvelle division du travail reposant sur un désengagement assez massif des Américains en Europe, notamment dans les Balkans. Pour Condoleezza Rice, conseillère en matière de sécurité nationale de M. Bush, les États-Unis devraient laisser les Européens gérer leurs propres missions de maintien de la paix sur le continent afin de focaliser leur attention sur d'autres régions comme le Golfe ou le Moyen-Orient[23]. Qui plus est, le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld livre des propos inquiétants pour les chancelleries européennes lors de la conférence Wehrkunde de Munich puisqu'il demeure très évasif sur l'implication américaine en Europe. Mais cette position s'est étiolée en raison du poids des contingences régionales. Ainsi, le président Bush, Condoleeza Rice et le Secrétaire d'État Colin Powell ont-ils réaffirmé l'implication américaine dans les Balkans tout en soulignant qu'un départ de troupes ne s'effectuerait que progressivement et dans un souci de concertation[24]. L'image actuelle livre en fait une conception très classique de l'Europe fondée sur la préséance de l'alliance atlantique (NATO *first*), laquelle a pour principale conséquence de reléguer les aspirations européennes d'autonomie au rang de vœu pieux[25]. Par là, la figure du Janus constitue une iconographie particulièrement éclairante quant à la vision américaine. D'un côté, elle tend à reconnaître la nécessité d'un pôle européen plus dynamique et responsable en matière de défense. Mais d'un autre côté, la seconde face du Janus vise coûte que coûte à corseter ce dessein afin de sauvegarder les alliances classiques. À chaque fois que des efforts risquent de remettre en question la suprématie américaine, Washington

23. Sur cette argumentation, voir Michael R. GORDON, « Bush Would Stop US Peacekeeping in Balkan Fights », *The New York Times*, 21 October 2000, p. A1.

24. Condoleezza RICE, « Time Nears for Homecoming », *USA Today*, 24 October 2000, p. 16A ; position de Colin Powell *in* « Remarks at Annoucement of Powell's Nomination as Secretary of State », *New York Times*, 17 December 2000, p. 39 ; « Excerpts from Interview with President-Elect George W. Bush », *The New York Times*, 14 January 2001, p. 28. Voir également le discours de George Bush devant les forces américaines au camp de Bondsteel le 24 juillet 2001 au cours duquel le Président affirme que « nous n'enlèverons pas nos troupes du Kosovo et de Bosnie de manière précipitée et unilatérale ».

25. L'administration se caractérise par une certaine pluralité interne. Des tensions peuvent ainsi faire florès entre d'une part, le Secrétaire d'État Colin Powell aux options diplomatiques modérées dont la teneur est largement défendue par la conseillère C. Rice, et d'autre part, le Secrétaire à la Défense D. Rumsfeld, lequel semble bénéficier du soutien du Vice-Président Dick Cheney, qui tend à analyser le monde en termes de menaces militaires historiques ou bien en émergence. Sur des points spécifiques, des divergences peuvent en effet se manifester mais l'image générale de l'Europe semble communément partagée. Sur la différence entre image générale et image spécifique, voir les travaux de Ulrich BECK, dans Ragnhild FIEBIG von HASE, Ursula LEHMKUHL (dir.), *op. cit.* Sur la différence entre image de l'élite dirigeante et celle d'un décideur en particulier, voir Steve SMITH, « Belief Systems and the Study of International Relations », *in* Richard LITTLE and Steve SMITH (dir.), *Belief Systems and International Relations*, Oxford, Basil Blackwell and British International Studies Association, 1988, p. 27.

tend à rappeler à l'ordre le vieux continent, comme pour lui donner à nouveau une leçon de réminiscence toute platonicienne : l'idée européenne est avant tout celle que défendent les États-Unis.

B – Trois enjeux fondamentaux, trois composantes majeures

Cette image actuelle de l'Europe, fortement teintée de conservatisme, s'articule autour de trois enjeux majeurs : la défense antimissile, les capacités européennes et la mise en place d'une véritable Politique européenne commune de sécurité et de défense, l'OTAN avec la question de son élargissement mais aussi et surtout le partenariat avec la Russie. Dans la formulation de ces enjeux, l'administration Bush manifeste à la fois un partage de valeurs communes ainsi qu'un certain désir de voir les Européens gagner en autonomie. Mais ce désir s'évapore assez vite après analyse puisque les valeurs latentes[26] qui se dessinent derrière la politique étrangère américaine laissent apercevoir une conception fort classique des relations transatlantiques, notamment la pérennité d'un engagement américain en Europe comme le souligne elle-même Condoleeza Rice[27].

L'initiative américaine d'un bouclier antimissile

Selon le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, le projet de bouclier antimissile bénéficie d'un consensus bipartisan au Congrès. La question ne porte donc pas sur les raisons d'un tel déploiement stratégique mais sur la question du « comment » et du « quand ». Début mai 2001, l'administration Bush décide de réaliser cet objectif saillant intitulé Global Missile Defense. Cette décision est inflexible et répond, selon Washington à une nécessité stratégique dans un monde où fleurissent les *rogue states*[28]. Ayant la valeur du programme Reagan de 1983, ce bouclier antimissile ne devrait pas oublier les alliés et au premier chef l'Europe. Comme le président Bush le signala, « les dangers nous confrontent tous. Les défenses que nous construisons doivent nous protéger tous[29] ». Inscrite sur l'agenda des relations transatlantiques depuis la fin des années 90, la question des défenses antimissiles froisse les Européens pour plusieurs raisons, et ce, bien que le président Bush ait signalé qu'il souhaitait approfondir la discussion dans un esprit de concertation. Tout

26. Chaque image d'un autre État en relations internationales repose sur une opposition en termes de valeurs. Voir Robert HOLT, Brett SILVERSTEIN, « On the Psychology of Enemy Images, Introduction and Overview », *Journal of Social Issues*, vol. 45, n° 2, 1989, p. 3 et ss.
27. Lors d'une conférence de presse pendant le voyage européen du président Bush au printemps dernier, la Conseillère à la sécurité nationale affirme le 15 juin : « l'Europe est en train de changer pour le meilleur mais il y a une chose qui ne change pas, c'est l'engagement américain en Europe ».
28. « Robertson Speech on ESDI, Missile Defense, US-Europe Ties », *The United States Mission to the European Union*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.useu.be/ISSUES/ESDI030701.html, p. 3.
29. Cité *in* « US Nato Representative Vershbow on Transatlantic Relationship. 23 March 2001 », *The United States Mission to the European Union*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.useu.be/ISSUES/TransatlanticRelations032301.html.

d'abord, quoiqu'ils acceptent la légitimité d'une préoccupation quant aux arsenaux des États voyous, les Européens affirment que des dispositifs limités ou « nationaux » fragilisent le lien sécuritaire transatlantlique. Ensuite, l'acquisition d'un tel dispositif risque de favoriser la prolifération d'armes de destruction massive et par là, de rendre caduque toute action de coopération multilatérale relative à cet enjeu. Enfin, *last but not least,* certains gouvernements européens craignent que ce choix stratégique au détriment d'un renforcement des négociations concernant le traité ABM n'affecte de manière durable les relations avec Moscou et par là la sécurité du continent[30]. Sur toutes ces questions, les États-Unis tendent à souligner les efforts pour favoriser les discussions de part et d'autre. Mais finalement, l'exécutif américain tend, sur le plan des perceptions sécuritaires, à alimenter craintes et suspicion auprès des Européens, tant sur le plan de la substance que de la forme. Il s'agit là d'un enjeu de taille dont la principale conséquence à court ou moyen terme est de dissocier l'Europe des États-Unis[31]. À travers ce premier enjeu, se manifeste une première composante de l'image de l'Europe formulée par l'administration Bush. Les principaux États alliés, membres de l'OTAN ou de l'Union européenne, n'accordent pas assez d'importance aux menaces réelles du monde occidental. Ils ne « regardent » pas là où ils devraient. Beaucoup plus préoccupés par les *failed States* auxquels il faut prodiguer une assistance économique et financière permettant à la fois reconstruction et stabilisation, les Européens sont affectés d'une certaine myopie pour l'administration Bush.

La question des capacités de défense européenne

Depuis le sommet d'Helsinki en décembre 1999, l'Union européenne s'est fixé un agenda assez strict concernant le renforcement de la PECSD. Les présidences portugaise et surtout française n'ont pas démenti cette impulsion visant la réalisation du *headline goal* d'ici 2003. Celui-ci se compose d'un renforcement des structures permanentes au sein de l'Union, mais aussi et surtout de l'instauration de la Force d'action Rapide (60 000 hommes avec une logistique attenante), laquelle s'inscrit dans la volonté européenne d'établir une capacité globale de gestion de crise et de prévention des conflits permettant d'intervenir là où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée[32]. Cette dimension de la politique européenne en matière de défense ne fut rendue possible que sous l'effet Kosovo ainsi qu'au consensus européen relatif à la nécessité d'intervenir, consensus issu du militantisme des neutres ayant pour finalité une plus grande implication humanitaire des Quinze dans le cadre des missions

30. Ivo H. DAALDER et James M. GOLDGEIER, « Putting Europe First », *Survival*, vol. 43, n° 1, Spring 2001, p. 86.
31. Philip GORDON, « Bush, Missile Defence ant the Atlantic Alliance », *Survival*, vol. 43, n° 1, Summer 2001, p. 33.
32. Sur les avancées de la construction européenne en matière de défense, voir la synthèse d'André DUMOULIN, « À la recherche de la défense de l'Europe occidentale dans l'après-Kosovo : questions de doctrine et de moyens », *Note de recherche du CEPES*, 14, mai 2000, pp. 11-19 ainsi qu'Anne DEIGHTON, « Militarising the European Union », *Note de recherche CEPES*, juillet 2000, 37 p.

de Petersberg. De nombreuses questions demeurent en suspens quant à la formation de cette force. À cet égard, l'Union sera jugée par l'extension des ressources que les États membres accorderont pour la réalisation de cet engagement militaire. Bref, les budgets doivent suivre et ce n'est pas le moindre des enjeux pour les Européens[33].

Cette entreprise européenne est tout d'abord saluée avec bienveillance par les États-Unis. À titre d'exemple, Madeleine Albright réagit ainsi le 20 novembre 2000 : « Nous, avec les autres alliés, travaillons de manière étroite avec l'Union européenne pour faire de cette initiative un succès. » Mais cet engouement demeure de façade puisque bien vite, la nervosité américaine se manifeste, laquelle traduit d'ailleurs une constante entre l'administration Clinton et la nouvelle équipe autour de Bush. Ainsi, Madeleine Albright s'est-elle rapidement érigée contre les risques potentiels que peut recouvrir l'attribution de forces européennes à travers sa doctrine des trois D : cette force susceptible de devenir à terme un embryon d'armée européenne pourrait *découpler* la sécurité européenne de celle des États-Unis, elle peut constituer un *duplicata* d'éléments déjà présents au sein de l'Alliance, et enfin, elle tend à causer une certaine forme de *discrimination*, notamment à l'égard des alliés européens de l'OTAN non membres de l'Union européenne[34]. Cette crainte est partagée par le Secrétaire à la Défense de Bill Clinton, William Cohen, lequel, juste avant le sommet européen de Nice en décembre 2000, a lancé un avertissement aux Européens. Ceux-ci doivent prévoir des mécanismes « ouverts et transparents » pour que l'OTAN ne devienne pas une « relique du passé[35] ». Quant à la nouvelle équipe Bush, elle adopte la même ligne de conduite[36]. À titre d'exemple, Colin Powell souligne que la position américaine consiste à éviter que les forces européennes ne constituent une duplication des activités opérationnelles ou de planification au sein de l'OTAN[37]. La politique étrangère américaine repose ainsi sur une certaine crainte, celle de voir émerger un acteur international indépendant doté de moyens particuliers en matière de défense. Quand bien même l'apparition d'un tel acteur reposerait largement sur une

33. Sur cet aspect, voir Jolyon HOWORTH, « L'intégration européenne et la défense : l'ultime défi ? », *Les Cahiers de Chaillot*, 43, novembre 2000, pp. 43-46. Selon l'auteur, la question des ressources risque de devenir la variable la plus importante permettant de tester le sérieux de l'objectif des Quinze en ce qui concerne la capacité militaire. Or, les budgets de défense ne cessent de diminuer non seulement en termes de pouvoir d'achat mais aussi en valeur absolue.
34. Madeleine ALBRIGHT, « The Right Balance Will Secure Nato's Future », cité *in* Ivo H. DAALDER et James M. GOLDGEIER, *op. cit.*, p. 79.
35. *Le Monde*, 7 décembre 2000. Cette position est d'ailleurs soutenue par le secrétaire général de l'Alliance Lord Robertson.
36. Voir « US Nato Representative Vershbow on Transatlantic Relationship », *op. cit.*
37. Secretary Colin POWELL, « Joint Press Availability with Foreign Minister Hubert Védrine », *US Department of State*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.state.gov/secretary/rm/2001/index.cfm?docid=1681.

volonté de la part de certains membres de l'Union comme la France[38] et semble pour l'instant sujette à caution en raison des priorités sociales européennes[39], cette crainte demeure constante au sein de l'élite dirigeante américaine[40]. Elle traduit aussi une option majeure pour les États-Unis quant à l'Europe : NATO *first*[41]. Apparaît ainsi la seconde composante de l'image de l'Europe livrée par l'équipe Bush : le caractère secondaire de cette Europe intégrée de la défense par rapport à la primauté de l'OTAN. Ces avancées institutionnelles ne sauraient en aucun cas fragiliser cette dernière ni remettre en question la place des États-Unis dans le système sécuritaire régional.

L'avenir de l'OTAN : de l'élargissement aux relations avec la Russie

Selon Colin Powell, l'alliance première demeure l'OTAN. Elle constitue l'épine dorsale du dispositif sécuritaire en Europe[42]. Rien sans elle, et donc rien sans les Américains. Le président Bush rappelle cet impératif auquel ne peuvent pas déroger les Européens lors d'une conférence de presse qu'il donna avec Tony Blair en février 2001. L'Alliance a permis d'assurer la sécurité de ses membres dans le passé. Aujourd'hui, elle offre des garanties sécuritaires face aux nouveaux enjeux tels que le SIDA, le trafic de la drogue, la dégradation environnementale, la prolifération des armes de destruction massive[43]. Bien évidemment, elle doit subir un certain nombre de transformations en raison de la mutation des questions stratégiques et l'émergence de nouvelles menaces. L'équipe Bush reconnaît les avancées en matière de concept stratégique lequel, adopté en 1999, scelle une certaine mutation des activités de l'Alliance, tournées maintenant vers les opérations de maintien de la paix ainsi que la gestion des crises. Cependant, le président Bush tend à mettre en relief la mission défensive originelle de l'alliance[44].

38. Martin WALKER, « Europe's Existential Crisis », *The Wilson Quarterly*, Winter 2001, p. 42 et ss.
39. La présidence suédoise met l'accent sur la question sociale et relègue les préoccupations de défense au second rang. Cet agenda peut constituer un indicateur des priorités qui font que la défense demeurerait la parente pauvre de l'Union. Voir sur ce point, David S. YOST, « The Nato Capabilities Gap and the European Union », *Survival*, vol. 42, n° 4, Winter 2000-2001, pp. 97-128 ; Kim R. HOLMES, « The United States and Europe in the 21st Century : Partners or Competitors ? », *The Heritage Lectures*, vol. 657, march 2000, p. 5.
40. Des sénateurs s'en font d'ailleurs l'écho comme Messieurs Gordon et Helms, lesquels ont écrit une lettre au *Daily Telegraph* de Londres « dans laquelle ils s'inquiétaient des réelles motivations derrière la PESD, que beaucoup perçoivent comme un moyen pour l'Europe de contrôler la puissance et l'influence américaine au sein de l'OTAN ». Jeffrey GEDMIN, « Les États-Unis et l'Europe à la croisée des chemins », *Relations internationales et stratégiques*, vol. 42, été 2001.
41. Joseph NYE Jr, « The US and Europe : Continental Drift », *International Affairs*, vol. 76, n° 1, 2000, pp. 51-59.
42. Secretary Colin POWELL, « Joint Press Availability with Foreign Minister Hubert Védrine », *op. cit.*
43. Secretary Colin POWELL, « Press Availability with NATO Secretary General Lord Robertson », *US Department of State*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.state.gov/secretary/rm/2001/index.cfm?docid=1000.
44. Ivo H. DAALDER et James M. GOLDGEIER, *op. cit.*, p. 81. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle le Secrétaire à la Défense Rumsfeld influence nettement cette interprétation de l'Alliance atlantique.

En ce qui concerne l'élargissement de l'OTAN, Colin Powell se prononce en faveur d'une intégration croissante de nouveaux membres. Il s'agit là d'une option conséquente visant la sécurité du continent et son unification : « l'élargissement de l'OTAN est une pièce clef du processus d'unification européenne. La décision d'inviter de nouveaux membres est parmi l'une des plus sérieuses que l'Alliance peut prendre. Cela n'effraie personne, l'élargissement de l'OTAN, et contribue de manière concrète, à la stabilité de l'Europe[45] ». La plate-forme du Parti républicain lors des élections présidentielles de l'automne 2000, donne le ton de l'équipe actuelle en ce qui concerne ce dossier. Il s'agit de procéder à un élargissement radical de l'organisation non seulement en Europe de l'Est (avec les États baltes, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie) mais aussi et surtout au Proche-Orient ainsi que dans la région du Caucase et de l'Asie centrale. Le but de cette extension géographique consiste à élaborer une plus grande coopération à l'intérieur de l'OTAN pour traiter des problèmes géopolitiques du Proche-Orient à l'Eurasie[46]. C'est ainsi une image large et plutôt molle de l'Europe que véhicule un tel programme.

Mais cette conception classique des priorités américaines concernant la sécurité européenne se mêle d'une autre image assez récurrente depuis la guerre froide : celle d'une Russie qu'il convient de contenir. Depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du système communiste, Washington tend à renforcer un dialogue avec Moscou. Cependant, un tel dialogue se révèle rachitique et fort précaire en raison d'une ambiguïté fort prégnante au sein de la politique étrangère américaine : une tension habite la pratique stratégique des États-Unis entre la reconnaissance d'une Russie partenaire véritable et la persistance d'une Russie toujours menaçante[47]. Lors de la crise du Kosovo, la Russie n'a jamais été invitée lors de réunions informelles au sein de l'OTAN. L'ambassadeur français auprès de l'OTAN, le colonel Walsh, avait d'ailleurs signalé que les portes se refermaient immédiatement sur les représentants russes alors qu'existait le fameux partenariat visant à renforcer la coopération transatlantique avec la Russie. Aujourd'hui, cette image de suspicion à l'égard de la Russie demeure. Les États-Unis souhaitent engager la Russie dans un partenariat renforcé comme l'illustre l'ouverture en février 2001 d'un Office d'information de l'OTAN à Moscou. Toutefois, les dirigeants tendent à faire reposer la responsabilité quant à l'issue des négociations aux Russes eux-mêmes. C'est finalement à la Russie de s'adapter et de répondre favorablement

45. Secretary Colin POWELL, « Press Availability with NATO Secretary General Lord Robertson », *op. cit.*

46. Une telle position américaine n'est que la traduction en termes otaniens de la primauté accordée à une telle région depuis la découverte de gisements pétroliers d'une rare richesse au Caucase et dans la Caspienne. Sur l'émergence d'un intérêt stratégique américain pour cette région, voir Olivier ROY, « L'Asie centrale », *Politique internationale*, n° 82, hiver 1998-1999, pp. 131-132.

47. Sur cette ambiguïté, voir Martin WALKER, « Variable Geography : America's Mental Maps of a Greater Europe », *International Affairs*, vol. 76, n° 3, 2000, p. 471.

aux appels américains[48]. Cette façon de procéder tend à occulter les mécanismes politiques internes qui affectent la Russie en profondeur et qui sont finalement déterminants sur l'environnement extérieur comme le confirme l'évolution des événements depuis 1985[49].

Depuis les attentats du 11 septembre, on peut s'interroger sur une modification d'attitude de la Maison-Blanche par rapport à Moscou. Le président Poutine a exprimé son soutien moral aux Américains et condamné fermement les mouvements terroristes à l'origine de cet événement. Il a même proposé une certaine forme de coopération quant à la riposte organisée par Washington. En marge du Forum Asie-Pacifique d'octobre 2001 qui se déroule à Shangaï, les présidents Poutine et Bush expriment un rapprochement en matière de désarmement. Pour certains, l'annonce du retrait des forces russes à Cuba le 17 octobre et le soutien américain à l'entrée de la Russie dans l'OMC sont autant d'événements qui traduisent plus qu'un dégel entre les deux États. Selon Serguei Markov, « la tragédie du 11 septembre a ouvert les yeux des politiciens occidentaux : ils ont vu que la Russie est clairement leur allié[50] ». Toutefois, il semble encore prématuré de parler d'un revirement saillant dans l'esprit de l'exécutif américain et d'une mise à l'écart définitive des réflexes majeurs dont celui-ci peut faire preuve lorsqu'il mène son action étrangère par rapport à la Russie.

Ces différents enjeux ne vérifient guère l'idée défendue par Michael Howard selon laquelle Américains et Européens partagent les mêmes valeurs[51]. Des divergences surgissent quant à des questions clefs sur l'avenir du continent. Finalement, les différents enjeux permettent de mettre en relief trois valeurs sous-jacentes à l'image de l'Europe sous l'administration Bush. La première est l'*unilatéralisme*. Elle apparaît de manière magistrale à travers les options stratégiques du bouclier antimissile. Ce choix s'oppose à une approche européenne fondée sur la négociation du traité ABM et le multilatéralisme. Une opposition de méthodes se sédimente ici entre les principales chancelleries européennes favorables à un traitement juridique de la question, et une méthode directe du fait accompli de la part des Américains[52]. La seconde valeur inhérente à l'image américaine correspond au *classicisme*. Celui-ci se manifeste par la prédilection accordée aux institutions otaniennes. Elles sont le gage de la stabilité et de la paix en Europe. L'administration Bush a énoncé à maintes reprises depuis son arrivée le caractère intangible, incontournable et

48. Voir à titre d'exemple, « US Nato Representative Vershbow on Transatlantic Relationship », *op. cit.*
49. Sur cet argument, voir Ivo H. DAALDER et James M. GOLDGEIER, *op. cit.*, p. 84.
50. « Entretien avec Serguei Markov, 20 octobre 2001 », *Tribune de Genève*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.tdg.ch.
51. Michael HOWARD, « Europe and America », *Heritage Lecture* 596, October 1997, p. 3.
52. Cette méthode résulte largement d'un front uni entre deux pôles, celui de la gauche ouvertement wilsonienne d'une part, et celui de l'ultra-conservatisme dont les tenants, proches de l'administration actuelle, affirment que les États-Unis doivent projeter leur puissance au dehors et que leur domination sur la planète est dans l'intérêt de tous. Voir William PFAFF, « De l'hégémonie américaine », *Commentaire*, Printemps 2001, pp. 5-6.

durable de l'alliance quelle que soit la mutation de l'environnement stratégique[53]. Il s'agit là d'une appréciation univoque de l'OTAN mettant l'accent sur les missions originelles de défense et sur l'apport inégalé de ce type d'institutions depuis 1945. Ainsi, l'OTAN demeure l'axe organisateur de la sécurité européenne selon Washington[54]. Enfin, la troisième et dernière valeur correspond à une certaine forme de *paternalisme résiduel*, lequel se révèle assez conséquent dans la politique américaine depuis Wilson. Pour les Américains, rien ne peut se faire en Europe sans eux. Le XX^e^ siècle fut l'un des plus sanglants de l'histoire et ce, en raison des soubresauts politiques qui ont caractérisé le vieux continent. Par deux fois, les États-Unis se sont vus contraints d'intervenir et d'en payer le prix. Ce coût semble toujours présent dans la mémoire américaine et peut expliquer dans une certaine mesure, l'un des aspects de la politique étrangère de Washington principalement tournée vers la prévenance de nouveaux conflits européens.

C – Les attentats du 11 septembre : une rupture d'image ?

Le 11 septembre 2001 conservera dans la mémoire collective américaine ainsi que dans l'histoire des relations internationales, le statut d'une date fort symbolique. S'il est encore trop tôt pour évaluer leur impact sur les pratiques stratégiques des acteurs étatiques ou autres ainsi que leur valeur de rupture dans l'histoire des systèmes internationaux, les attentats de New York et de Washington correspondent en effet à un événement saillant depuis la fin de la guerre froide. Ils incarnent un événement au sens plénier du terme car ils posent, par leur singularité, la question d'une « brèche entre le passé et le futur[55] », notamment en ce qui concerne la sanctuarisation territoriale d'un État considéré comme le plus puissant voire le nouvel Empire du milieu[56]. Il ne s'agit pas ici de dégager une première interprétation d'un tel événement qui, à bien des égards, présente une charge émotionnelle d'une rare intensité à l'instar des bombes nucléaires lâchées sur Hiroshima et Nagasaki[57]. Nous voudrions uniquement examiner l'image de l'Europe consécutive à cette catastrophe sans précédent et repérer les inflexions éventuelles dans le sens où, comme toute crise, la période qui s'ouvre est opportune pour saisir des représentations plus ou moins latentes qui n'apparaissent que rarement hors d'un tel contexte.

L'image de l'Europe formulée par l'administration Bush depuis le 11 septembre présente deux composantes majeures. À caractère symbolique et culturel, la première repose sur l'idée d'une forte identification entre les deux

53. Voir Ivo H. DAALDER et James M. GOLDGEIER, *op. cit.*, p. 81.
54. Joseph NYE Jr., « The US and Europe : Continental Drift », *op. cit.*, p. 53.
55. Sur le concept d'événement en tant que rupture avec une tradition, voir Hannah ARENDT, *La crise de la culture*, Paris, Folio, 1972, p. 25.
56. Pierre MÉLANDRI et Justin VAÏSSE, *L'Empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la Guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001.
57. Pour une première appréciation de l'événement, on se reportera en particulier au numéro d'octobre 2001 d'*Esprit*.

rives de l'Atlantique. Les avions qui s'encastrent dans des bâtiments prestigieux tels que ceux du *World Trade Center* et du Pentagone ne sont pas seulement tournées vers les États-Unis mais également vers les Européens puisque ce sont des signes de violence et d'affrontement à l'encontre des valeurs occidentales dans leur ensemble. Les États européens sont alors considérés non seulement comme des alliés mais comme des amis qui, par leur solidarité, ont exprimé leur attachement à une même identité culturelle fondée sur la liberté[58]. Il va de soi que les cultures européennes et celle des États-Unis diffèrent sur bien des points mais les racines communes constituent un terreau qui rapproche en de telles circonstances les dirigeants des deux côtés de l'Atlantique. Par là, le *values gap* que certains analystes soulignaient tend à s'étioler sous l'effet de l'événement[59].

Cette image « d'ami » traduit la volonté de renforcer une communauté de sécurité transatlantique face aux menaces terroristes[60]. Elle se décline par diverses actions et prises de position favorisant le resserrement des rangs face au terrorisme. Le 20 septembre 2001, le Président du Conseil européen signe à Washington un engagement euro-américain contre le terrorisme : « notre résolution provient directement de la force du lien transatlantique, nos valeurs partagées et notre détermination à lutter ensemble contre les nouveaux enjeux qui se posent[61] ». Le texte prévoit des échanges d'information accrus et une coopération renforcée. Lors de la conférence de presse commune avec le ministre belge des Affaires étrangères, Colin Powell insiste sur la solidarité et la résolution dont font preuve l'Union européenne et les États-Unis[62]. Dès le 12 septembre, l'OTAN décide qu'à la condition que soient établies les preuves tangibles que l'attaque contre les États-Unis était dirigée depuis l'étranger, celle-ci sera assimilée à une action relevant de l'Article 5 du Traité de Washington. Le principe de défense collective serait pour la première fois appliqué de manière stricte. Il donnerait lieu à l'adoption de différentes mesures d'aides considérées comme appropriées par l'ensemble des Alliés[63].

---

58. Le fait que plusieurs chefs d'État se soient déplacés en personne pour soutenir George Bush témoigne de cette solidarité de fait et de valeurs.
59. Sur ce phénomène de *Values Gap*, voir Anthony BLINKEN, « The False Crisis over the Atlantic », *Foreign Affairs*, May/June 2001, p. 35.
60. Un tel événement et une telle image pourraient favoriser dans une certaine mesure un processus de transformation culturelle dans les relations transatlantiques qui permettrait de passer d'une culture lockienne à une culture kantienne de l'anarchie si l'on utilise les référents d'Alexander Wendt. Sur ces notions, voir Alexander WENDT, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 279, p. 297 et ss.
61. « US-EU Ministerial Statement on Combating Terrorism », Washington, 20 septembre 2001, *Department of State*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.state.gov/s/ct/index.cfm?docid=4975.
62. « Joint Press Availability with His Excellency Louis Michel », Washington, 20 septembre 2001, *Department of State*, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.state.gov/secretary/rm/2001/index.cfm?docid=4979.
63. OTAN, « Qu'est-ce que l'article 5 ? », Bruxelles, 21 septembre 2001, OTAN, [En Ligne]. Adresse URL : *http://www.nato.int/terrorism/cinq.htm*. Voir également Lord ROBERTSON, « Statement to the Press », Bruxelles, 4 octobre 2001, OTAN, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.nato.int/docu/speech/2001/s011004b.htm.

Toutefois, il convient de relativiser cette image d'une Europe alliée voire amie qui, dans ses différentes composantes étatiques, serait la plus proche des États-Unis. Tout d'abord, l'Union européenne n'est qu'une organisation parmi d'autres dans la gestion de la crise antiterroriste. Elle ne bénéficie pas d'un statut avantagé par rapport à d'autres organisations comme le G7-G8 à titre d'illustration[64]. Qui plus est, si George Bush souligne le lien fort qui unit les États-Unis avec tous les États européens dans cette lutte, il établit une certaine hiérarchie entre ces différents États. Il emploie à plusieurs reprises le qualificatif « d'ami » pour Tony Blair, se réservant le terme « d'alliés » pour les autres chefs d'État. L'Europe n'est donc pas une entité monolithique considérée de manière générale, mais plutôt une région au sein de laquelle priment les relations bilatérales plus ou moins privilégiées. Enfin, si l'Union européenne, l'OTAN et les États européens sont considérés comme des acteurs alliés dont le lien est renforcé avec les États-Unis depuis le 11 septembre, l'administration Bush adopte une gestion de crise fortement teintée d'unilatéralisme. Les alliés européens semblent avoir joué un rôle assez conséquent afin d'éviter une réaction par trop émotionnelle et démesurée des États-Unis. Ils ne sont toutefois pas considérés comme des partenaires égaux car ils demeurent largement dans l'ombre des options stratégiques américaines.

Par conséquent, l'événement du 11 septembre 2001 ne semble pas affecter de manière significative l'image de l'Europe selon l'administration Bush. Il tend à souligner la nature plutôt rigide de cette image à travers le temps. Il convient dès lors de s'interroger sur les mécanismes susceptibles d'expliquer une telle particularité.

II – De la continuité d'une image à travers les décennies : les sources fondamentales d'une rigidité

Dans le courant des années 60, Ole R. Holsti est l'un des premiers spécialistes des relations internationales à prendre en considération l'impact des structures cognitives sur la formulation de la politique étrangère. Sa principale contribution réside dans l'étude des discours prononcés par le Secrétaire d'État Dulles entre 1953 et 1959[65]. L'une des conclusions majeures à laquelle il parvient, correspond à l'idée selon laquelle la peur de l'ennemi soviétique, considéré comme chantre de l'athéisme et du matérialisme, conditionne l'image même de l'Europe, laquelle se doit de parvenir rapidement à une union fédérale. En effet, selon Dulles, l'Europe devra se fédérer ou bien périr[66]. Dans cette entreprise, l'Europe en tant qu'unité occidentale devrait

64. Président Bush, « Statement on the Rose Garden », Washington, 24 septembre 2001, White House, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010924-4.html.

65. Ole R. HOLSTI, « Cognitive Dynamics and Images of the Enemy », *in* David J. FINLAY, Ole R. HOLSTI, Richard R. FAGEN, *Enemies in Politics*, Chicago, Rand McNally Company, 1967, p. 39 et ss.

66. John F. DULLES, « Europe Must Federate or Perish », *in* Walt W. ROSTOW, *The Division of Europe after World War II*, Texas, University of Texas Press, 1981, pp. 155-164.

jouer un rôle d'attraction sur les parties orientales. Être un aimant sur le plan des valeurs, telle est la mission de l'Europe occidentale afin de briser le rideau de fer[67]. Au sein de cette image, la dimension sécuritaire face à l'ennemi soviétique est constante et la question de la défense « autonome » de l'Europe largement occultée. Les États-Unis demeurent les seuls garants de cette sécurité occidentale. Cette façon d'envisager l'Europe sans prise en considération d'un volet sécuritaire autonome au profit des structures intégrées sur le vieux continent, volet entièrement verrouillé par les Américains, constitue un leitmotiv dans le discours de Washington. C'est pourquoi on peut appliquer le schéma d'une structure rigide[68] quant à l'image de l'Europe diffusée par l'administration Bush, laquelle, malgré l'évolution stratégique de l'après-guerre froide, est rétive à tout changement. Les discours ont en effet tendance à exclure toute information susceptible de modifier la composante majeure de l'image : c'est-à-dire une Europe secondaire. Il y a là une continuité de l'image, qui, en tant que variable dépendante, s'explique par une pluralité de facteurs. Nous faisons ainsi l'hypothèse que cette structure rigide de l'image résulte du cumul de trois facteurs : l'image de soi et du rôle des États-Unis en tant que superpuissance restante après la fin de la guerre froide (hypothèse la plus significative), l'agenda politique et institutionnel, la persistance d'une polarité différenciée entre nouveau et vieux continents.

A – L'image de soi et le rôle de superpuissance

Toute image d'un autre au sein d'un discours politique reflète une image de soi[69]. C'est là l'un des apports majeurs de la méthode en termes d'image ; celle-ci apprend généralement plus sur le locuteur étudié que sur l'objet de l'image en tant que tel. L'image américaine de l'Europe n'échappe pas à cette règle fonctionnelle. En effet, cette image est largement conditionnée par la perception du rôle des États-Unis en tant que superpuissance[70]. Ici, il convient

67. « Une Europe occidentale unie est aussi nécessaire comme une base afin de rétablir des relations amicales entre les portions Est et Ouest du continent européen. Il est dans l'intérêt de l'Europe que la barrière présente s'effondre. Un gros effort est en train de se faire afin de tirer l'Europe de l'Est de l'Ouest. Ce processus, s'il enregistre un succès serait mauvais à la fois pour l'Est et l'Ouest. Mais si l'Ouest peut établir une contre-attraction, il rétablira de bonnes relations de travail sur le continent en son entier. Ceci dépend de la capacité des peuples de l'Europe de l'Ouest à préserver la liberté humaine et à développer une force politique et économique et un bien-être social. (...) Si l'Europe opte pour la préservation de la désunion et la faiblesse qu'elle implique, alors, ces pièces séparées peuvent être attirées dans l'orbite de l'Est. » John F. Dulles, *European Unity*, The Department of State, 18 november 1948, p. 12.
68. Sur la structure rigide ou bien fermée de toute image, voir Steve Smith, *op. cit.*, p. 19.
69. Iver B. Neumann, « Self and Other in International Relations », *European Journal of International Relations*, vol. 2, n° 2, 1996, pp. 139-174.
70. Sur le concept de rôle en relations internationales, voir Kalevi J. Holsti, « National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy », *in* Stephen G. Walker, *Role Theory and Foreign Policy Analysis*, Durham, Duke University Press, 1987, p. 7 et ss.

d'articuler les référents néo-réalistes et l'analyse cognitiviste[71]. C'est en effet la congruence d'une position de leader mondial au sein du système et d'une image de soi valorisée qui explique le rôle déterminant et premier que doit jouer Washington sur le vieux continent. Des variabilités dans le temps peuvent surgir mais le noyau central autour duquel s'édifie l'image demeure le *role performance* d'un État bénéficiant d'un statut supérieur aux autres acteurs puisque détenteur des différents attributs de la puissance allant de la capacité militaire aux idées et valeurs ou *soft power*[72].

Cette définition du soi américain et du rôle de « leader » mondial est réaffirmée par l'équipe actuelle[73]. Elle a, au moins, une conséquence majeure[74]. Les États-Unis constituent une superpuissance dont la principale activité en politique étrangère est de rendre dépendant les États secondaires[75], et notamment les États européens. Rendre dépendant, c'est à cet égard, maintenir le fossé technologique en matière de défense. En choisissant l'option otanienne de façon permanente, les États-Unis traduisent leur volonté de rester dans un tel rapport asymétrique qui les avantage. Bien qu'elle revête quelques aspects d'ouverture à une plus grande autonomie européenne en matière de capacité militaire, l'image de l'Europe élaborée par l'équipe Bush reste cantonnée dans une approche classique voire dure de la sécurité européenne. Dans une certaine mesure, elle peut être rapprochée du modèle de *hard-line image* dégagé par Paul Diesing et Glenn H. Snyder, à savoir une image insistant sur le caractère anarchique et menaçant des relations internationales[76]. C'est pourquoi les États-Unis cultivent une option stratégique fondée sur le *containment*, que ce soit en Europe ou ailleurs. Une telle option s'oppose à la politique de l'engagement qui caractérise l'Union européenne. Si ces deux options perdurent,

71. Une première tentative d'articulation est énoncée dans Stephen G. WALKER « Role Theory and the International System : A Postscript to Waltz's Theory of International Politics », *in ibid.*, p. 78 et ss.
72. Cette approche peut très bien s'articuler à l'un des éléments analytiques de l'approche constructiviste telle que la conçoit Alexander Wendt. Pour ce dernier, la définition des rôles dans le cadre des interactions entre États constitue l'essentiel des structures internationales, lesquelles se caractérisent en tout premier lieu par des composants culturels. Sur la structure internationale comme culture ou conceptions de rôles plus ou moins partagées, voir Alexander WENDT, *Social Theory of International Politics*, *op. cit.*, p. 251 et ss.
73. Voir notamment Condoleeza RICE, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, vol. 79, n° 1, January-February 2000, pp. 45-62.
74. Certains spécialistes tendent à relativiser le rôle de leader mondial ou, pour tout le moins, à conditionner ce rôle puisque celui-ci n'est valide que si les États-Unis acceptent d'assurer toujours et encore leur responsabilité à l'échelle du monde. Sur ce dernier argument, voir Robert KAGAN, « The World and President Bush », *Survival*, vol. 43, n° 1, Spring 2001, pp. 7-16.
75. Sur la superpuissance comme un rapport de dépendance, voir Johan GALTUNG, *The European Community. A Superpower in the Making*, Oslo Universietforlaget, 1973, pp. 11-12.
76. Glenn H. SNYDER et Paul DIESING, *Conflict among Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1977, pp. 297-299.

elles risquent d'entraîner une divergence stratégique accentuée entre Washington et les chancelleries européennes[77].

B – L'impact de l'agenda sur les perceptions stratégiques

Selon Robert Jervis, une image résulte d'une pluralité de facteurs dont l'agenda politique. En effet, le dirigeant interprète l'information qui lui parvient selon la hiérarchie de ses préoccupations : « Les gens perçoivent l'information arrivant en fonction des problèmes qu'ils traitent et en fonction de ce qu'ils ont à l'esprit quand l'information est reçue[78]. » L'image diffusée par les responsables gouvernementaux est influencée par cet agenda qui, aux États-Unis, présente une particularité institutionnelle : le délai extrêmement court entre les élections présidentielles et celles du Congrès. Dans une telle configuration, les Américains ne développent pas de conception révolutionnaire de la sécurité européenne mais livrent une représentation immédiate et à court terme des enjeux. Leur vision du temps (court) conditionne alors la primauté des dossiers : reconstruire des Balkans, assurer la sécurité des États baltes, gérer la Russie. Bref, il s'agit là d'un ensemble de préoccupations qui traduisent une opposition de perceptions du temps entre Américains et Européens, ces derniers étant impliqués dans le processus d'intégration régionale[79]. Les premiers sont obsédés par des objectifs à court terme alors que les seconds tendent à ressourcer chaque jour leur façon de concevoir l'union politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les uns cherchent à régler des problèmes particuliers en recourant à des moyens traditionnels alors que les autres sont engagés dans une construction originale sans précédent visant une modification des rapports entre identités nationales, pouvoir politique et relations à l'extérieur. Ainsi, les logiques stratégiques sont étroitement liées aux contraintes de l'agenda et du temps politique.

C– La persistance d'une polarité continentale comme source d'identification

Le troisième et dernier facteur susceptible d'expliquer le caractère rigide de l'image américaine de l'Europe réside dans la persistance à travers les décennies, d'une polarité entre les deux continents, laquelle permettrait de mieux sédimenter les spécificités américaines. Dès les mouvements d'indépendance, les Américains ont déployé une stratégie de différenciation avec l'Europe. Bien qu'ils aient su intégrer un certain héritage provenant de celle-ci, ils se sont toujours gardés de conclure à une fusion identitaire entre le nouveau et

77. Sur cette question, voir Anthony BLINKEN, « The United States, France, and Europe at the Outset of the New Administration », *US France Analysis*, march 2001, [En Ligne]. Adresse URL : http://www.brook.edu/fp/cusf/analysis/newadmin.htm.
78. Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p. 215.
79. Martin WALKER, « Europe's Existential Crisis », art. cité, p. 40.

l'ancien continent[80]. Cette polarité demeure particulièrement active dans le domaine de la défense. En effet, diffuser une image de l'Europe en tant qu'acteur international secondaire permet d'assigner l'Union européenne à certains rôles précis comme l'illustre le règlement des conflits dans les Balkans. Aux Européens l'aide humanitaire et celui du portefeuille dans le domaine de l'économie et des finances, aux Américains, la prise en charge des opérations militaires[81].

Ainsi, les États-Unis se définissent toujours par une certaine différenciation face aux sociétés européennes et leurs dirigeants. Fondé sur une critique plus ou moins latente de schémas collectifs européens conçus parfois comme rétrogrades, ce processus d'identification met en relief une véritable « exception » américaine. Cette exception constitue une ressource non des moindres que les États-Unis cultivent dans le but de mieux asseoir leur suprématie mondiale. L'idéologie libérale qu'ils préconisent et qui tend à enregistrer un écho de plus en plus large devient la seule et unique source de destin politique. Cette exception renforce le projet d'extension planétaire du capitalisme tel que défini outre-atlantique[82]. La polarité des continents exerce par conséquent la fonction d'une différenciation identitaire qui oblige les États européens et l'Union Européenne à demeurer au second rang, soit par pressions diplomatiques, soit par négociations plus ou moins contrôlées.

Conclusion : un scénario « Don Quichotte et Sancho Pança » revisité ?

En définitive, l'image de l'Europe selon l'administration Bush est composée d'une grande ambivalence mais aussi d'une certaine rigidité malgré l'évolution stratégique et l'événement du 11 septembre 2001. Les États-Unis sont prêts à accepter un renforcement du dispositif européen mais selon le strict respect des alliances traditionnelles et surtout, sur la base d'une continuité de l'OTAN[83]. Ainsi, la carte mentale de la sécurité européenne repose entièrement sur cette organisation créée pendant la guerre froide[84]. Une Europe large qui s'étend pratiquement jusqu'au Caucase et au Proche-Orient ; une Europe molle qui ne développe pas de structures trop intégrées risquant de faire pâlir les institutions classiques comme l'OTAN et enfin une Europe cantonnée dans un rôle secondaire

80. Sur cette dimension des relations américano-européennes, voir Daniel J. BOORSTIN, *America and the Image of Europe*, Cleveland and New York, the World Publishing Company, 1969, pp. 19-39. Pour d'autres analyses historiques de l'image, on pourra se reporter à Cushing STROUT, *American Image of the Old World*, New York, Harper & Row, 1963 ; Cushing STROUT, *Making American Tradition : Visions and Revisions from Ben Franklin to Alice Walker*, New Brunswick, Rutgers UP, 1963.
81. Frédéric RAMEL, « L'Union européenne au regard du Kosovo : un Sisyphe à la puissance étriquée », *Stratégique*, n° 74-75, 1999, p. 90.
82. Loïc WACQUANT, « Sur l'Amérique comme prophétie auto-réalisante », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 139, septembre 2001, p. 86.
83. Sur la continuité de l'OTAN, William WALLACE, « Europe, the Necessary Partners », *Foreign Affairs*, May/June 2001, p. 17.
84. Sur la carte mentale de la sécurité, voir Martin WALKER, « Variable Geography... », art. cité, p. 466.

par rapport à la puissance américaine seule susceptible d'agir de manière adéquate et efficace en matière de défense : tels sont les attributs fondamentaux de l'image formulée par l'administration Bush actuelle.

Dans un article publié par *International Studies Perspectives*, John S. Duffield dégage l'apport des trois principales écoles de pensée actuelles quant à la nature des relations transatlantiques[85] : le réalisme, le libéralisme et l'analyse « transformationnelle » ou constructiviste. La première conclut à un effritement des relations avec la disparition d'un ennemi étatique ciblé et idéologique (théorie de l'équilibre des forces[86]) ou bien le déclin de la puissance hégémonique américaine comme garante de l'alliance transatlantique (théorie de la stabilité hégémonique[87]). La seconde école insiste sur l'intensification de la coopération institutionnalisée au sein du cadre atlantique. Si des réajustements peuvent s'effectuer, ils ne remettent pas en question l'existence de l'OTAN en particulier[88]. Elle renvoie également à la réputation pacifique des démocraties qui structurent la nature des relations atlantiques : des démocraties ne peuvent pas faire la guerre entre elles et sont dans l'obligation morale et idéologique de trouver un accord lorsque se posent des questions stratégiques. La troisième approche met en relief la tendance à une autonomisation croissante des structures européennes comme l'Union européenne à travers différentes pratiques stratégiques qui poussent à l'expression d'une culture propre[89]. Eu égard à cette recherche relative à l'image de l'Europe véhiculée par l'administration Bush, quel modèle semblerait le plus proche de l'effectivité empirique ? Loin de vérifier un paradigme en particulier[90], la présente analyse souligne l'agglomération de mécanismes relevant des deux premiers angles théoriques précédents.

85. John S. DUFFIELD, « Transatlantic Relations after the Cold War », *op. cit.*, pp. 93-115.
86. John MEARSHEIMER, « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 14, n° 4, 1990, pp. 5-56 ; Owen HARRIES, « The Collapse of the West », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4, 1994, pp. 41-53 ; Phil WILLIAMS, Paul HAMMOND et Michael BRENNER, « Atlantis Lost, Paradise Regained ? The US and Western Europe after the Cold War », *International Affairs*, 69, 1993, pp. 1-18.
87. John S. DUFFIELD, *op. cit.*, p. 97.
88. Chaque État a un intérêt à voir préserver l'alliance puisqu'il en retire un gain. Robert O. KEOHANE, Lisa L. MARTIN, « The Promise of Institutionalist Theory », *International Security*, vol. 20, n° 1, 1995, pp. 39-51.
89. John S. DUFFIELD, *op. cit.*, pp. 100-101.
90. Il convient de signaler que la vérification empirique de tout un modèle semble de plus en plus sujette à caution du fait de la difficulté que rencontre tout chercheur lorsqu'il s'attache à établir une « loi » scientifique en matière de relations internationales. Sur cet aspect épistémologique, voir Stanley HOFFMANN, « An American Social Science : International Relations », *Daedelus*, n° 106, 1977, p. 52 ; Kjell GOLDMANN, « International Relations : an Overview », *in* Robert E. GOODIN et Hans-Dieter KLINGEMANN, *A New Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 402. John S. Duffield souscrit lui-même à cette remarque épistémologique lorsqu'il soutient que ces trois approches ne peuvent pas épuiser toute la réalité des relations transtatlantiques, voir *op. cit.*, pp. 107-108.

En effet, les différentes composantes quant à l'image actuelle de l'Europe tendent à se rapprocher du modèle libéral mais celui-ci doit être fortement atténué en raison de la pugnacité du rôle de stabilisateur hégémonique revendiqué par les États-Unis, c'est-à-dire une dimension plutôt réaliste quant aux relations américano-européennes. Tout d'abord, la Maison-Blanche s'appuie largement sur les structures de type OTAN afin de renforcer la coopération atlantique, ce qui vérifie la thèse libérale[91]. Mais dans ce schéma, l'Europe ne correspond pas à un partenaire égal. Elle s'apparente plutôt à une zone d'influence qu'il s'agit de conserver, c'est-à-dire éviter l'apparition d'une concurrence trop forte de la part des Européens. Les différentes administrations qui se succèdent depuis une dizaine d'années savent combien l'Europe incarne un compétiteur de taille dans le domaine commercial. L'un des buts de la politique étrangère américaine consiste ainsi à contrecarrer l'éventuelle extension de cette compétition aux matières relevant de la défense. En fait, les États-Unis craignent l'apparition d'un rival européen[92]. Il y a là un risque dont les Américains cherchent à se prémunir. John Bolton qui fut l'un des assistants du secrétaire d'État dans l'administration Bush, signala au Congrès en novembre 1999, « le but d'aligner les politiques étrangères et de défense des membres de l'Union européenne en une politique unique, uniforme et partagée, est motivé par un désir de se distancier de l'influence américaine ou, dans certains cas, par des intentions ouvertement anti-américaines[93] ». Dans cette dernière assertion surgit l'une des idées majeures de David Campbell, idée selon laquelle toute politique étrangère repose sur la désignation d'une menace voire d'un ennemi[94]. Ici, l'Europe qui se construit et se renforce d'un point de vue institutionnel constitue non pas un ennemi mais un rival potentiel pour le rayonnement américain en Europe et peut-être au-delà. Cette image du rival conditionne pour une large part les visions américaines de la sécurité sur le vieux continent[95].

Finalement, l'image actuelle de l'administration Bush s'inscrit dans le prolongement d'un modèle que l'on pourrait qualifier de « oui mais » : *oui* à un renforcement des capacités strictement européennes en matière de défense, *mais* dans un esprit de consolidation de l'OTAN et surtout, de droit de regard

91. Sur la vérification de cette thèse, voir John S. DUFFIELD, *op. cit.*, pp. 110-111.
92. Dans cette perspective, la structure de rôle qui surgirait, relèverait d'une culture lockienne selon la terminologie d'Alexander Wendt. On voit ainsi que les États-Unis cherchent à retarder ou à éviter totalement l'émergence d'une telle structure de rivalité qui altérerait de manière assez significative leur puissance première. Sur la structure lockienne, voir Alexander WENDT, *Social Theory of International Politics, op. cit.*, pp. 279-285.
93. Martin WALKER, « Europe's Existential Crisis », art. cité, p. 42.
94. David CAMPBELL, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1992.
95. On est là dans une situation qui ne relève pas entièrement de l'idéal-type « Allié » tel que peut le définir Richard K. Herrmann dans le sens où s'ils ont bel et bien une opportunité à la coopération institutionnalisée, les États-Unis se définissent comme supérieurs en capacité et en culture par rapport aux Européens. Sur les idéaux-types, voir Richard K. HERRMANN et Michael P. FISCHERKELLER, *op. cit.*, p. 430.

permanent de Washington. Ainsi, l'européanisation est acceptable seulement si elle place les intérêts américains au premier plan[96]. Dans un article publié dans *Foreign Affairs* durant l'été 2000, Philip Gordon synthétise assez bien cette vision américaine que l'on retrouve dans l'administration Bush. Cette vision consiste à dire aux Européens : « nous voulons que vous alliez de l'avant avec la PECSD car elle doit être dans l'intérêt de tous, mais, parce que nous n'avons qu'une confiance limitée dans votre capacité de parvenir aux objectifs que vous avez fixés, nous devons définir les orientations et les conditions précises à respecter si vous ne voulez pas échouer ou simplement faire empirer la situation[97] ».

Martin Walker mobilise l'iconographie de Don Quichotte et Sancho Panza afin d'illustrer la nature des relations entre les États-Unis d'une part et les États européens d'autre part[98]. Il signale qu'une Union européenne renforçant son dispositif institutionnel et donnant à sa défense une véritable effectivité peut donner naissance à un nouveau Sancho Panza, lequel peut prendre de la distance et revendiquer sa propre histoire sans avoir recours au « héros » américain. Pour l'instant, l'image de l'Europe diffusée par les protagonistes de la Maison-Blanche tend à se cantonner dans cette iconographie du Sancho Panza, ce qui renvoie les États-Unis automatiquement dans le rôle de Don Quichotte. En effet, cette image de l'Europe révèle la propre question existentielle américaine. Cantonner l'Europe dans l'OTAN et se montrer réticent à toute autonomisation ou européanisation des procédures, c'est, *a contrario*, se définir avant tout en pourvoyeur de l'Europe, tant du point de vue de sa sécurité que de sa stabilité. Une interrogation demeure : combien de temps durera cette image et sous quel effet extérieur ou bien intérieur subira-t-elle

92. Dans cette perspective, la structure de rôle qui surgirait, relèverait d'une culture lockienne selon la terminologie d'Alexander Wendt. On voit ainsi que les États-Unis cherchent à retarder ou à éviter totalement l'émergence d'une telle structure de rivalité qui altèrerait de manière assez significative leur puissance première. Sur la structure lockienne, voir Alexander WENDT, *Social Theory of International Policis*, *op. cit.*, pp. 279-285.
93. Martin WALKER, « Europe's Existential Crisis », art. cité, p. 42.
94. David CAMPBELL, *Writing Security*. United States Foreign Policy and the Politics of Identity, Minneapolis, Minnesota University Press, 1992.
95. On est là dans une situation qui ne relève pas entièrement de l'idéal-type « Allié » tel que peut le définir Richard K. Herrmann dans le sens où s'ils ont bel et bien une opportunité à la coopération institutionnalisée, les États-Unis se définissent comme supérieurs en capacité et en culture par rapport aux Européens. Sur les idéaux-types, voir Richard K. HERRMANN et Michael P. FISCHERKELLER, *op. cit.*, p. 430.
96. Les propos de Condoleeza Rice sont très révélateurs. Les États-Unis accueillent avec bienveillance la volonté européenne d'accroître ses capacités militaires tant que celles-ci s'inscrivent à l'intérieur du contexte otanien. Voir Condoleeza RICE, « Promoting the National Interest », *op. cit.*, p. 54.
97. Philip GORDON, « Their Own Army ? », *Foreign Affairs*, vol. 79, n° 4, Summer 2000, pp. 12-17.
98. Martin WALKER, « Europe's Existential Crisis », art. cité, p. 53.

une altération ? La porosité d'une telle image tient à l'interaction des acteurs en situation et aux pratiques stratégiques que ces derniers adopteront[99]. Mais cette image restera rigide et largement reproductible tant que l'image de soi des États-Unis sera habitée par la volonté de demeurer une superpuissance, c'est-à-dire un acteur hégémonique diffusant sa propre vision du monde et de la sécurité[100]. Malgré les événements du 11 septembre 2001 qui tendent à vulnérabiliser la puissance américaine puisque l'affectant dans son territoire et son cœur à la fois financier et militaire, la structure de rôle en termes d'acteur hégémonique telle que la conçoivent les États-Unis semble d'une grande et extraordinaire pugnacité.

99. La forte interdépendance économique et commerciale entre les deux rives mais également l'homogénéisation et la définition d'un destin commun face aux effets destructeurs du terrorisme peuvent accélérer la création d'une nouvelle culture stratégique entre États-Unis et États européens, favorisant par là, une nouvelle structure de rôle qui laisse plus de place à l'autonomie de l'Union européenne.

100. Dans une certaine mesure, si l'administration Bush renonce à servir cette idée d'ordre international, elle risque de s'affaiblir en tant qu'organe impulsant l'action d'une grande puissance. Sur la relation étroite entre grande puissance et idée d'ordre, voir Raymond Aron, « Une philosophie de la politique étrangère », *Revue Française de Science Politique*, vol. 3, n° 1, janvier-mars 1953, p. 91.